

Depuis combien de campagnes la majorité Ivryenne promet-elle la transparence dans l'attribution des logements sociaux ? Et depuis combien de mandats cette promesse se solde-t-elle par la création d'une commission qui traite de tout sauf de l'examen et de la sélection des candidatures transmises aux différents bailleurs de la ville pour attribution de logements sociaux. Une nouvelle commission est lancée. Permettra-t-elle que soit rendue publique la liste des logements vacants ; que les attributions de logements sociaux mais aussi les dossiers retenus pour l'accession sociale à la propriété suscitent moins de sentiment d'injustice de la part des demandeurs en attente, certains depuis trop longtemps ; que les critères réellement appliqués soient clairement expliqués et partagés ; Conduira-t-elle à la mise en place de conseils citoyens sur le suivi des projets d'urbanisme ; à ce que les habitants soient associés à la conception des projets de logements et à la réception des chantiers. Et si les Ivryens étaient consultés sur le niveau d'information et d'implication qu'ils souhaitent avoir sur la politique de l'habitat, dans l'esprit de la concertation lancée par le Gouvernement sur le projet de Loi égalité et citoyenneté !

Une fois de plus, nous avons assisté en conseil municipal jeudi 19 mai à une attaque en règle contre nos Institutions républicaines. Il est inacceptable qu'au travers de quelques dérapages, qui s'ils sont avérés, devront être sanctionnés, les forces de l'ordre en charge de notre protection et garants de notre droit à manifester soient ainsi mises en cause. Il est inacceptable que soient mis au même plan que ces agents publics des individus qui, volontairement, se présentent dans des rassemblements politiques et syndicaux, casqués et cagoulés, le sac rempli de projectiles avec le seul objectif d'en découdre. En tant que militants, nous savons qu'il convient de se mettre en retrait dès que ces casseurs interviennent et si possible de les empêcher de sévir ; par leurs actes irresponsables, ils abiment tout autant l'esprit républicain que le message que les manifestants souhaitent porter. Ces individus savent qu'ils trouveront en face d'eux des professionnels équipés pour maintenir l'ordre, détenteurs de l'usage légitime de la force publique. Ils savent aussi qu'en agressant des policiers, en provoquant des CRS, en décrédibilisant les forces pacifiques qui manifestent, c'est l'ordre public et notre démocratie qu'ils fragilisent. Il nous appartient, à nous, responsables politiques de condamner sans réserve ces agissements. Toute ambiguïté est complice.

Avec une nouvelle augmentation de 10% sur les activités périscolaires, cela représente selon le Quotient Familial entre 52 et 56% de hausse des tarifs en 2 ans. La santé financière de la ville permet pourtant bien d'autres choix qu'une telle charge sur les familles.

Sandrine Bernard, Thérèse Pourriot, Alexandre Vallat-Siriyotha, Sigrid Baillon

.....